

Tribune libre

Déclaration du Conseil Fédéral National du POI des 17 et 18 octobre 2009

Jusqu'à quand le gouvernement Sarkozy va t-il pouvoir continuer à tout détruire ?

« *Les banques renouent avec la folie des bonus* » titrait récemment le journal *Le Monde*. Pour les banquiers et les spéculateurs, les affaires ont repris. Mais pour la population, pour l'ouvrier, le paysan, le jeune, le retraité, la réalité ce sont :

- les licenciements ;
- l'effondrement du revenu des paysans ;
- l'étranglement financier des hôpitaux et de la Sécurité sociale ;
- le pouvoir d'achat en chute libre.

Les travailleurs, les paysans, les jeunes, les retraités le savent et ils ne l'acceptent pas. Tous les commentateurs reconnaissent que le pays marche à la faillite. Et pourtant, malgré le rejet dont il est l'objet dans toutes les couches de la population, ce gouvernement en crise continue de frapper.

Comment le comprendre ?

« **Les travailleurs ne l'acceptent pas...** »

Ce n'est pas la volonté d'agir et de combattre des travailleurs qui fait défaut. Il y a eu les grandes grèves et manifestations interprofessionnelles du début de l'année. Il y a les grèves provoquées par les licenciements ou par l'aggravation des conditions de travail. Les grèves spontanées à France Télécom, à la suite de la vague de suicides, comme les manifestations de 50 000 agriculteurs ce 16 octobre, traduisent la colère qui monte dans tout le pays. Les travailleurs sont en droit de poser la question : « *Qu'est-ce qui permet à ce gouvernement Sarkozy (qui n'a recueilli que 11 % des électeurs inscrits aux dernières élections) de continuer à frapper ?* » Pour répondre à ces interrogations, il faut établir les faits tels qu'ils sont.

« **Interdire les licenciements...** »

La lutte contre les licenciements ? Depuis plus d'un an, le Parti ouvrier Indépendant propose l'organisation d'une marche unie pour l'interdiction des licenciements. Il participe à l'activité des comités créés dans cet objectif. Plusieurs conventions et rencontres nationales ont rassemblé, outre les militants du POI, des travailleurs, des militants et responsables de toutes tendances, certains membres du PC, du PS, du PG, du NPA pour dire : « *Par-delà les divisions, unissons-nous pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements.* » Un premier rassemblement national est convoqué le 28 novembre. Malgré cela, force est de constater que, au sommet, les dirigeants des principaux partis « de gauche » refusent de prendre en charge cette exigence d'unité pour l'interdiction des licenciements.

« **... ou participer aux états généraux de Sarkozy ?** »

Quant aux dirigeants du Parti communiste ou du Parti socialiste, ils acceptent de s'inscrire dans la proposition de Sarkozy d' « *Etats généraux pour l'industrie* ». États généraux dans lesquels le ministre Estrosi appelle « *les représentants de nos grandes centrales syndicales – et, à travers eux, vous, les ouvriers de France* » à définir avec « *les chefs d'entreprise (...), les grands financiers* » et l'État une « *nouvelle politique industrielle* » qui passe par un « *nouveau pacte économique et social* ». Un « *nouveau pacte social* » avec les patrons qui licencient et le gouvernement qui les appuie (et qui supprime en masse les emplois dans la fonction publique) ? Un « *nouveau pacte social* » pour accompagner la destruction d'emplois ? Ces « *états généraux de l'industrie* » visant à intégrer les syndicats, Sarkozy a osé les présenter comme découlant d'une proposition émanant d'un dirigeant d'organisation syndicale. Comment comprendre qu'il n'ait pas été démenti par ce dernier ? Comment comprendre également que Bernard Thibault ait déclaré, lorsque 268 sur 283 travailleurs de chez Molex ont été laissés sur le carreau : « *Nous avons sauvé l'industrie mais pas l'emploi* » ? Pour les travailleurs, sauver l'industrie mais pas l'emploi, ne veut rien dire ! Pour les travailleurs, l'emploi est la question vitale et incontournable !

Si le gouvernement Sarkozy, rejeté de tous, continue à frapper, n'est-ce pas parce que ceux qui sont censés s'opposer à lui accompagnent de fait sa politique ?

« Comment empêcher la privatisation de la Poste... »

Ce gouvernement a mis des centaines de milliards à disposition des banquiers et des spéculateurs. La Bourse est à nouveau florissante. Et le même gouvernement prétend aller jusqu'au bout de la privatisation de la Poste et de l'ouverture de la SNCF à la concurrence généralisée. Comment cela est-il possible ?

A la Poste, à l'occasion de la « *votation* », deux millions de concitoyens ont dit non à la privatisation. Et après ? Le gouvernement maintient sa loi. Que faut-il faire ? Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a déposé un projet de loi pour un référendum, aussitôt repoussé par l'Assemblée nationale. Il a alors déclaré : « *Nous avons fait la preuve que le référendum est impossible. » Et donc ? Le référendum étant impossible, il faudrait laisser passer la privatisation de la Poste ? De son côté, L'Humanité encourage à organiser partout les votations, « une nouvelle forme de lutte ». Faudrait-il, dans tous les domaines (par exemple, pour les retraites), procéder à des consultations informelles qui ne débouchent sur rien... et laisser les mains libres au gouvernement ? Impossible ! Il y a urgence : le 2 novembre, le projet de loi passe au Sénat. Le comité de Roquebrun, appuyé par 6 500 élus, a proposé aux organisateurs de la « *votation* » d'organiser ensemble une manifestation nationale, dans l'unité, à Paris pour le retrait du projet de loi gouvernemental. Y a-t-il une autre voie pour faire céder le gouvernement Sarkozy ?*

36 000 emplois sont menacés de suppression dans la fonction publique d'Etat, 20 000 dans la fonction publique hospitalière... En remettant en cause le statut des fonctionnaires, le gouvernement ouvre la porte aux mêmes plans de licenciements que ceux qui frappent le privé. Et cela dans le processus même de la privatisation de toutes les administrations de l'Etat.

« ... et imposer le retrait de la contre-réforme Balladur-Mauroy-Hortefeux ? »

Avec le projet de loi sur « l'organisation territoriale de la France » fondé sur le rapport Balladur-Mauroy (symbole d'une véritable union sacrée entre un ancien Premier ministre socialiste et un ancien Premier ministre UMP), le gouvernement Sarkozy veut aller encore plus loin. Finie l'égalité en droits des citoyens garantie dans la République à travers les communes ! Finis les départements et l'unité des institutions républicaines de l'Etat ! Et, dans le sillage de cette explosion de la République, la destruction des services publics s'accélère à tous les niveaux. Ils veulent tout disloquer entre une « *France utile* » et une « *France inutile* », avec des zones entières gérées par des conseils d'administration non élus d'établissements (publics ou privés) à vocation industrielle et commerciale.

Alors que plus de 800 élus de toutes tendances répondant à la proposition du Parti ouvrier Indépendant lancent un appel à maintenir l'unité de la République, que font les dirigeants du PS et du PCF ? Ils affirment vouloir s'opposer à Sarkozy et à ses plans et ouvrir une alternative à sa politique.

Alors, comment comprendre que, dans les régions, les départements et des communes dirigées par le Parti communiste et le Parti socialiste, les services publics soient eux aussi privatisés, tandis que des emplois publics sont supprimés en masse, entraînant des grèves (comme à Toulouse ou Bagnolet) ?

Quant au projet de loi sur « l'organisation territoriale de la France », les présidents de régions « de gauche » s'inscrivent dans la discussion sur sa mise en place. Le Grand Paris, pointe avancée du démantèlement de la République ? Bertrand Delanoë demande à participer à son élaboration.

« N'est-ce pas pour cela que le gouvernement Sarkozy est toujours debout ? »

N'est-ce pas pour toutes ces raisons que le gouvernement Sarkozy, rejeté de tous, est toujours debout ?

D'élection partielle en élection partielle, l'abstention bat des records, dépassant souvent les 70 %. L'immense majorité de nos concitoyens – à commencer par les travailleurs des villes et des campagnes – considère qu'il n'y a pas lieu de voter si cela ne sert à rien. Une telle situation traduit la gravité de la crise de la démocratie car le suffrage universel, comme la liberté d'organisation, sont indissociables de la démocratie.

Le Parti ouvrier indépendant combat inlassablement pour l'unité des rangs de la classe ouvrière et de la démocratie. Le Parti ouvrier indépendant n'a mis et ne met aucune condition à l'unité sur le mot d'ordre : interdiction des licenciements. De même : aucune condition à l'unité pour une manifestation nationale pour

le retrait du projet de loi de privatisation de la Poste. De même, aucune condition à la réalisation de l'unité pour le retrait du projet de loi de réforme territoriale.

« Si les partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie veulent ouvrir une issue... »

Si, aujourd'hui, les partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie veulent, comme ils le prétendent, ouvrir une issue politique conforme à l'attente des travailleurs, ils devraient, en toute logique, se prononcer :

- pour l'interdiction des licenciements ;
- pour le retour au monopole public de la Poste, de France Télécom, de la SNCF, d'EDF-GDF ;
- pour le retrait du projet de loi de réforme territoriale. Force est de constater qu'ils ne le font pas.

Comment comprendre qu'ils se refusent à combattre pour bloquer la politique du gouvernement ? Comment comprendre qu'ils s'interdisent de remettre en cause l'Union européenne et ses directives ?

Comment comprendre qu'ils renoncent au mot d'ordre qui fut naguère celui de tous les partis de gauche dans notre pays : l'abrogation des institutions anti-démocratiques de la Ve République ?

Pour le POI, le sauvetage de la population exige de s'émanciper totalement du carcan de ces institutions anti-démocratiques.

Les moyens existent pour combattre la faillite et l'effondrement économique, politique et social. Des mesures simples, parfaitement réalisables peuvent être mises en œuvre, à commencer par la confiscation des 420 milliards d'euros mis à disposition des capitalistes et leur affectation à un plan de reconstruction économique, reliée à l'interdiction, pure et simple, des licenciements et au retour au monopole de service public.

« Pour une véritable démocratie politique, pour une assemblée constituante souveraine... »

De tous les partis qui prétendent parler en leur nom, les travailleurs sont en droit d'exiger qu'ils mobilisent pour que ces moyens soient mis en œuvre. A tous ces partis, les travailleurs sont en droit de dire : « Aucun soutien ne peut être apporté à Sarkozy, à l'Union européenne ou aux exigences du patronat et des spéculateurs. Seul un véritable gouvernement de défense du peuple travailleur et de la jeunesse sera à même de répondre à cette attente. »

Pour nous, Parti ouvrier indépendant, cette perspective est reliée à l'exigence de l'établissement d'une véritable et authentique démocratie politique. Il faut, de fond en comble, rebâtir, rétablir les fondements d'institutions authentiquement démocratiques. Rétablir dans leurs fondements les acquis de la République une, indivisible et laïque, héritière de la Révolution française. Et cela dans le cadre plus large du combat pour l'Union libre des peuples et des nations libres d'Europe, rompant avec les institutions de l'Union européenne. C'est dans cet esprit que le Parti ouvrier indépendant se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine, dans laquelle les délégués du peuple établiraient eux-mêmes ce que devraient être des institutions authentiquement démocratiques. Ils y prendraient les mesures d'urgence – telles que la renationalisation et le retour au service public – qu'une telle démocratie au service du peuple serait amenée à décider.

Travailleurs et jeunes, vous qui traversez une situation difficile en raison de la politique mise en œuvre par les dirigeants qui, de fait, confortent ce régime failli au lieu de le combattre... Travailleurs des villes et des campagnes, jeunes, vous qui ne manquez aucune occasion de manifester votre disposition à combattre pour vos droits légitimes, par la grève, la manifestation, les occupations d'usines...

Le Parti ouvrier indépendant vous invite à participer à la discussion préparatoire à son 2e Congrès (22, 23 et 24 janvier à Paris).

Pour la reconquête de la démocratie et la République. Pour l'interdiction des licenciements. Pour la défense et la reconquête de l'ensemble des droits ouvriers démocratiques.

Les plus grands combats sont devant nous.

Rejoignez le POI